

# Communiqué

Thiers, le 19 août 2013

## **Encadrer les prix des fruits et légumes : une urgence pour les consommateurs comme pour les producteurs**

Une nouvelle fois en cet été 2013, les prix de vente des fruits et légumes aux consommateurs s'envolent, avec des hausses moyennes de 14 % pour les fruits et de 17 % pour les légumes selon la dernière enquête menée par l'association Familles Rurales. Cette flambée contribue à la hausse globale des prix alimentaires qui grève chaque année le pouvoir d'achat des ménages français : les foyers les plus modestes sont contraints de rogner sur l'achat de produits de base, comme les produits frais. Le slogan appelant nos concitoyens à manger au moins 5 fruits et légumes par jour n'est tout simplement pas réalisable pour des millions de Français.

Sous le prétexte de mauvaises conditions climatiques, se cachent en réalité, pour beaucoup de produits, des stratégies de croissance des marges de la part des distributeurs. En effet, les prix payés aux producteurs n'expliquent pas de telles hausses des prix aux consommateurs.

Face à ce constat récurrent, notamment pour le secteur des fruits et légumes, des mesures existent, et doivent être mises en œuvre et élargies.

Il s'agit en premier lieu de l'application du coefficient multiplicateur, fondé sur un principe simple d'encadrement des prix d'achat en lien avec les prix de vente. Ce dispositif fait l'objet de l'article L.611-4-2 du Code rural qui concerne uniquement le secteur des fruits et légumes. Alors que les cours d'achat des fruits d'été refluent, les pratiques actuelles démontrent une nouvelle fois toute son utilité pour agir efficacement contre les abus.

L'intervention publique en matière d'encadrement des prix alimentaires est une nécessité impérieuse à la fois pour limiter les prix imposés aux consommateurs, en même temps qu'elles garantiraient un revenu décent aux producteurs. Il est temps de se saisir d'outils concrets et réactifs pour faire cesser les stratégies d'abus de la part des distributeurs, aux conséquences très lourdes pour l'alimentation de nos concitoyens.

Contact presse : 04 73 51 16 93